

Carte scolaire : la colère monte, élus, syndicats, parents disent non aux 14 suppressions de postes dans l'Allier

Publié le 14/02/2024 à 13h06



Les syndicats FSU 03, Unsa Éducation, CGT Éducation, FO, Snalc, Sud Éducation Allier, et SGEN CFDT avaient tous appelé à manifester. Et le CDEN a été boycotté. © Corentin Garault

Elus, syndicats, parents d'élèves, enseignants ont manifesté, ce 14 février, d'une même voix leur désaccord avec la carte scolaire, qui prévoit 14 nouvelles suppressions de postes d'enseignants dans l'Allier. Le conseil départemental de l'Éducation nationale n'ayant pu se tenir, l'instance se réunira à nouveau le 4 mars.

"14 février, journée de l'amour de l'école publique". "Pour quelques élèves, on ferme une classe, on supprime un enseignant et une ATSEM, où est l'éthique ?"

À grand renfort de banderoles, plus d'une centaine d'enseignants, parents d'élèves, élus ont manifesté, ce 14 février, jour de la Saint-Valentin, leur désaccord avec le projet de carte scolaire dans l'Allier. Les syndicats FSU 03, Unsa Éducation, CGT Éducation, FO, Snalc, Sud Éducation Allier, et SGEN CFDT avaient tous appelé à se mobiliser.



Vincent Présumey (FSU 03), a annoncé le boycott du CDEN. Photo Corentin Garault.



Carte scolaire, manifestation avant le CDEN (Conseil départemental de l'éducation nationale) qui devait avoir lieu au lycée Jean-Monnet à Yzeure.

Vincent Pr sumey, secrétaire départemental de la FSU, a annoncé le boycott du CDEN (Conseil départemental de l'éducation nationale), qui n'a pu se tenir, et clamé : "Il faut revenir sur ces suppressions de 14 postes. Il n'y pas d'autre solution ! Et nous remettons toujours en cause les 29 suppressions de l'an dernier".



Mobilisation pour le RPI Couzon-Saint-L opardin d'Augy où une classe est menacée. Delphine Moulinet, secrétaire départementale du SE Unsa, a ajouté : "Gannat va connaître quatre fermetures en trois ans, c'est très pénalisant pour une commune. On est à la limite de l'exercice. On doit rendre tellement de postes qu'on ne peut pas ouvrir là où on devrait".

[Dans l'Allier, toujours pas d'accord autour de la carte scolaire](#)

Un moratoire demandé

Dans une lettre du 12 février, le député Yannick Monnet, le sénateur Bruno Rojuan et dix maires de l'arrondissement de Moulins, ont demandé un rendez-vous d'urgence avec la préfète de l'Allier et la DASEN, "un moratoire de trois ans sur les suppressions de postes, et l'engagement d'un dialogue et d'une concertation avec les élus locaux".

Parmi leurs arguments, ils mettent en exergue :

la contradiction entre les politiques publiques qui affichent la volonté de redynamiser les territoires ruraux, avec Villages d'avenir, Petites villes de demain... Et une carte scolaire, qui retirerait, en deux ans, 43 emplois publics au département dans le domaine de l' ducation".



Parents d'élèves étaient aux côtés des élus et syndicats. Les élus de communes rurales présentes à la manifestation avancent aussi des arguments économiques. Comme Neuilly-le-Réal (150 enfants scolarisés), dont la commune a investi plus d'1,5 millions d'euros en cinq ans :

"Dont 70.000 € dans un nouveau restaurant scolaire, une école 100 % numérique, l'agrandissement de l'accueil périscolaire", précise le maire, Hervé Baudoin. "Supprimer une classe de maternelle, c'est aussi retirer un poste d'Atsem. Fin 2023, on a été labellisés Village d'avenir. D'un côté, on encourage notre travail, de l'autre on nous enlève des moyens. On sait qu'on va regagner des effectifs, pourquoi fermer maintenant une classe ?".

Des classes à plusieurs niveaux : "un répulsif pour les parents"

Pour le maire de Couzon, Christophe de Contenson, dont la commune gagne des habitants, "créer des classes à plusieurs niveaux, c'est un répulsif pour les parents. Fermer une classe, c'est moins de dotation de la CAF pour le périscolaire, et donc précariser des emplois, avec un risque, à terme, d'une fermeture d'école. Pourquoi, alors, donner des subventions aux communes pour améliorer les locaux ? Il faut anticiper la carte scolaire".

Pour le maire de Bourbon-l'Archambault, Ludovic Chaput, enfin, "fermer une classe pénalise les élèves qui peinent".



Manifestation avant le CDEN (Conseil départemental de l'éducation nationale) qui devait avoir lieu au lycée Jean-Monnet à Yzeure.



Manifestation avant le CDEN.
La carte scolaire "finalisée"

La Dasen Roseline Lamy Au Rousseau prend acte du "désaccord manifesté". Et explique :

"On a travaillé en CSAD de repli avec une nouvelle proposition de carte scolaire. On présentera cette carte finalisée en CDEN de repli le 4 mars, où le quorum ne sera pas nécessaire".

Elle rappelle que "cette instance est purement consultative, et que la carte scolaire est de ma compétence. Entre les deux CSAD, j'ai reçu beaucoup d'audiences, la proposition de carte a été rediscutée. Il y a eu des ajustements en fonction des effectifs. On a écouté et on est restés sur des logiques d'équité. Ca déplaît qu'on ferme une classe, mais ça ne veut pas dire qu'on ferme une école".

Et de préciser :

Nous avons été attentifs à deux choses : que sur l'ensemble d'une école, l'effectif par classe ne dépasse pas 24. Malgré les fermetures, on est au plus haut à 22 élèves. Notre attention s'est aussi portée sur les RPI, que les classes restent à double niveau, voire triple exceptionnellement. Notre raisonnement n'est pas seulement comptable. On prend en compte l'organisation pédagogique

Nouvelle manifestation le 4 mars

Les syndicats ont prévenu hier qu'ils manifesteraient à nouveau devant le CDEN, le 4 mars. Ils vont demander à être reçu par la préfète de l'Allier, avant le CDEN. Et écrire à la nouvelle ministre de l'Éducation pour lui demander que soit pris en compte "le caractère rural du département, au-delà des logiques comptables".

Ariane Bouhours